Rapport de recherche

janvier 2014

jobboom

Les carrières d'avenir 2014

Table des matières

La crème de la crème 3
Les meilleurs ratios offres d'emploi/nombre de diplômés 12
Les habituées de la sélection des formations gagnantes 15
Les nouveautés de la sélection des formations gagnantes 16
Les formations à 0 % de chômage 17
Les meilleurs salaires 19
Tournée des secteurs d'emploi 21
Tournée des régions 27
Portrait-robot du travailleur de demain 39

Sigles utilisés dans ce rapport :

DEP : Diplôme d'études professionnelles
DEC : Diplôme d'études collégiales
ASP : Attestation de spécialisation professionnelle

Les carrières d'avenir 2014

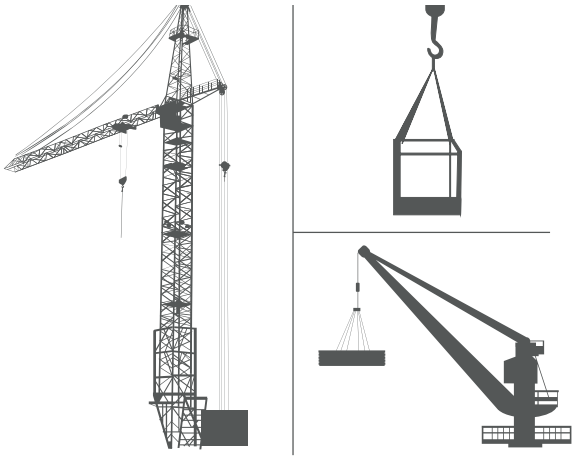
La crème de la crème

Chacune des 130 formations répertoriées dans le guide *Les carrières d'avenir 2014* constitue un choix prometteur pour les futurs diplômés, mais certaines d'entre elles se démarquent particulièrement. Pour chaque ordre d'enseignement, nous avons choisi cinq programmes, dans des secteurs variés, qui se distinguent par :

- une troisième présence consécutive (ou plus) dans notre sélection;
- un taux de chômage sous les 5 %;
- un salaire figurant parmi les plus élevés pour le niveau de formation.

5 DEP gagnants selon Jobboom

Conduite de grues



Salaire hebdo. moyen brut

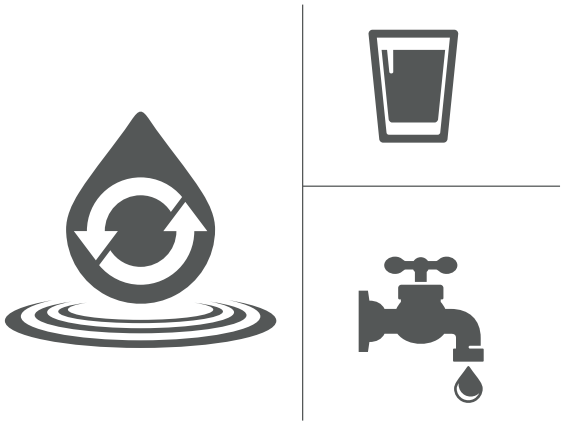
1 548 $

Taux de chômage

0 %

Le Centre de formation en conduite d'engins de chantier et de grues, situé à Les Cèdres, en Montérégie, est le seul établissement à offrir cette formation au Québec. Il forme deux groupes de 30 élèves chaque année, ce qui demeure insuffisant pour répondre aux besoins de l'industrie. Selon la Commission de la construction du Québec, 100 % des diplômés trouvent du travail. Les nombreux travaux de construction en cours à travers la province et le vieillissement des travailleurs stimulent la demande. Devant ce manque criant de main-d'œuvre, le Centre prévoit bientôt augmenter le nombre de places disponibles à 45 par cohorte.

Conduite de procédés de traitement de l'eau



Salaire hebdo. moyen brut

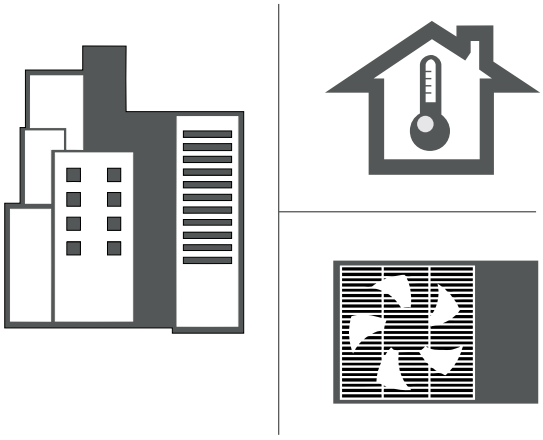
889 $

Taux de chômage

4,5 %

En septembre dernier, des employeurs de Sept-Îles sont venus en avion pour présenter des offres d'emploi aux élèves du Centre de formation professionnelle Paul-Gérin-Lajoie, à Vaudreuil-Dorion, seul établissement à offrir le programme au Québec. La cinquantaine de diplômés de 2013 du Centre s'est partagé pas moins de 202 offres d'emploi. Plusieurs employeurs ont du mal à dénicher des candidats, particulièrement dans les municipalités éloignées. L'entrée en vigueur, en 2005, de l'article 44 du Règlement sur la qualité de l'eau potable, stipulant que le traitement de l'eau doit être effectué par du personnel certifié, stimule l'embauche de diplômés.

Mécanique de machines fixes



Salaire hebdo. moyen brut

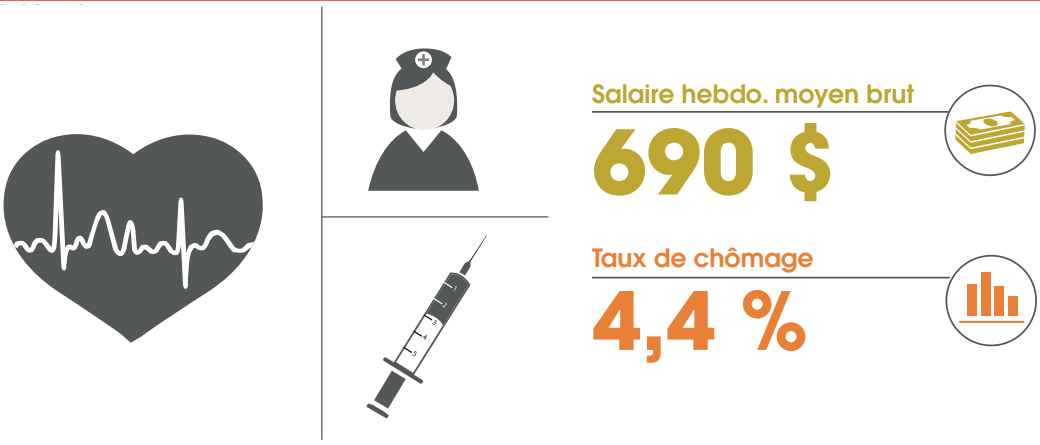
913 $

Taux de chômage

4,1 %

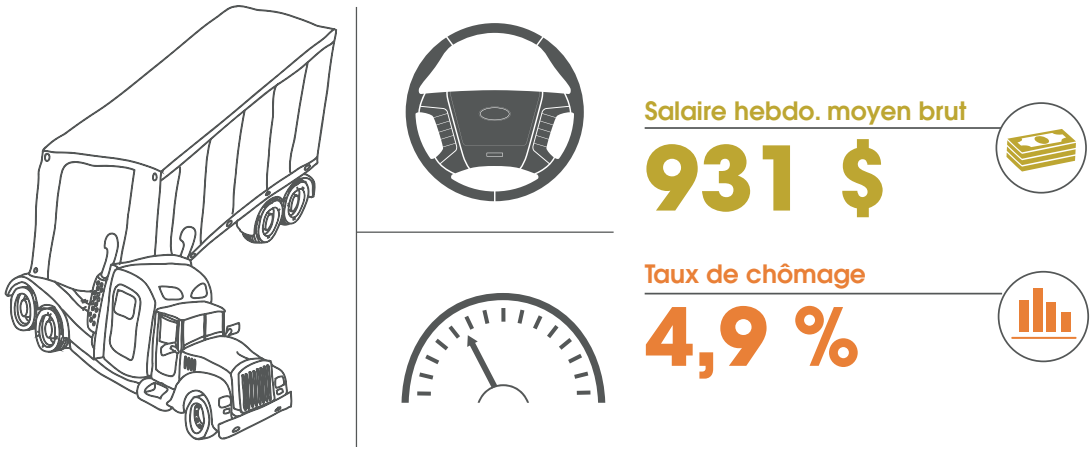
Au Centre de formation professionnelle de Lachine, le taux de placement des diplômés du DEP *Mécanique de machines fixes* tourne autour de 100 % depuis de nombreuses années. L'établissement reçoit de 60 à 70 offres d'emploi par an. La demande est forte, particulièrement en région, en raison de la rareté de la main-d'œuvre. De plus, de nombreuses entreprises sont obligées d'avoir un mécanicien de machines fixes dans leurs établissements. C'est notamment le cas dans l'industrie lourde (minières, alumineries, etc.), les hôpitaux, les cégeps, les universités et les tours de bureaux.

Santé, assistance et soins infirmiers



En 2013, les 32 diplômées du Centre de formation professionnelle 24-Juin de Sherbrooke ont toutes obtenu un poste. Les entreprises recrutent souvent les finissantes avant même qu'elles aient terminé leurs études, et plusieurs d'entre elles finissent le programme avec une, voire deux promesses d'embauche, ce qui leur permet de choisir leur employeur. Les départs à la retraite et les nombreux congés de maternité stimulent la demande de diplômées dans ce milieu majoritairement féminin. De plus, la réorganisation du travail dans les hôpitaux a permis de confier de nouvelles tâches aux infirmières auxiliaires, ce qui favorise leur embauche.

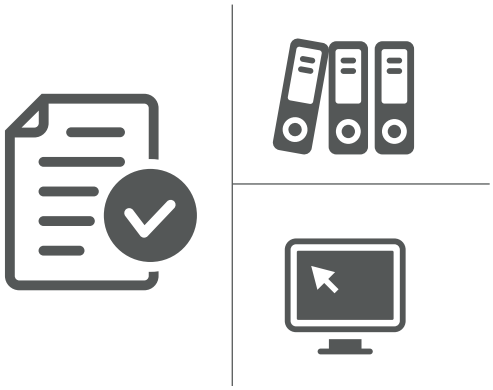
Transport par camion



Chaque année, près de 150 élèves quittent l'École du routier professionnel du Québec, située à Montréal, avec un diplôme en poche. Le taux de placement des diplômés est de 98 %, et l'établissement reçoit des centaines d'offres d'emploi chaque année. Les employeurs accordent la priorité aux diplômés du DEP, car les assureurs considèrent la formation comme de l'expérience. Le manque de main-d'œuvre pousse les employeurs à user de différentes stratégies pour attirer de nouveaux employés. Certains payent la formation, tandis que d'autres segmentent les longs trajets afin de permettre aux employés de partir moins longtemps.

5 DEC gagnants selon Jobboom

Techniques de bureautique
(Coordination du travail de bureau)



Salaire hebdo. moyen brut

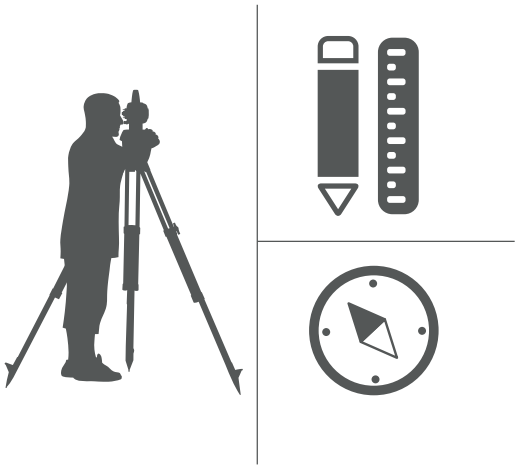
686 $

Taux de chômage

1,8 %

En 2013, le Cégep de Lévis-Lauzon a reçu l'équivalent de 4 offres d'emploi pour chacun de ses 20 finissants du programme *Techniques de bureautique*, spécialisation en coordination du travail de bureau. Les diplômés qui décident d'intégrer le marché du travail trouvent facilement un emploi, mais plusieurs choisissent de poursuivre leurs études à l'université, en relations industrielles ou en administration par exemple. Ainsi, le secteur manque de main-d'œuvre en raison de la petite taille des cohortes et du faible nombre de diplômés disponibles, et les salaires sont souvent ajustés en conséquence.

Technologie de la géomatique (Géodésie)



Salaire hebdo. moyen brut

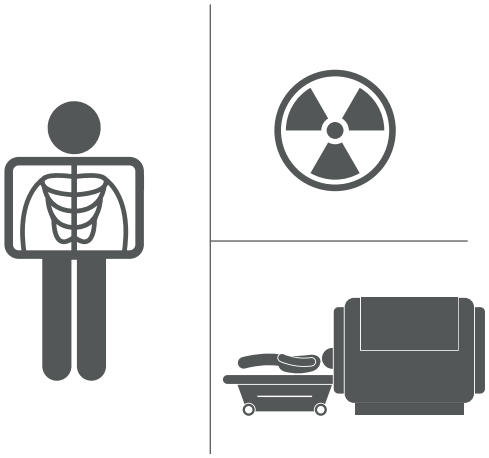
859 $

Taux de chômage

0 %

Malgré un taux de placement de presque 100 %, le programme de technologie de la géomatique peine à attirer des étudiants. Au Collège Ahuntsic, où le nombre d'inscriptions au programme a doublé depuis trois ans, les 12 diplômés de 2012 de la spécialisation *Géodésie* se sont tous placés. La demande est très forte dans le secteur de la construction, et les départs à la retraite créent des ouvertures dans les ministères. De plus, la rareté des étudiants a fait grimper les salaires, et la réforme cadastrale entreprise en 1992 a encore des effets positifs sur la demande de diplômés. La spécialisation *Cartographie* offre également de bonnes perspectives d'avenir aux diplômés.

Technologie de radiodiagnostic



Salaire hebdo. moyen brut

720 $

Taux de chômage

1,4 %

Au printemps 2013, 27 des 28 finissants en technologie de radiodiagnostic du Collège Dawson, à Montréal, ont trouvé un emploi dans les six semaines suivant l'obtention de leur diplôme. Au Cégep de Rimouski, où une trentaine d'étudiants reçoivent leur diplôme annuellement, le placement est de 100 % depuis une bonne dizaine d'années. La demande est forte pour remplacer les technologues qui prennent leur retraite, d'autant plus que le vieillissement de la population entraîne une augmentation du nombre d'examens, en angioplastie ou en résonance magnétique par exemple.

Technologie des procédés et de la qualité des aliments

Salaire hebdo. moyen brut

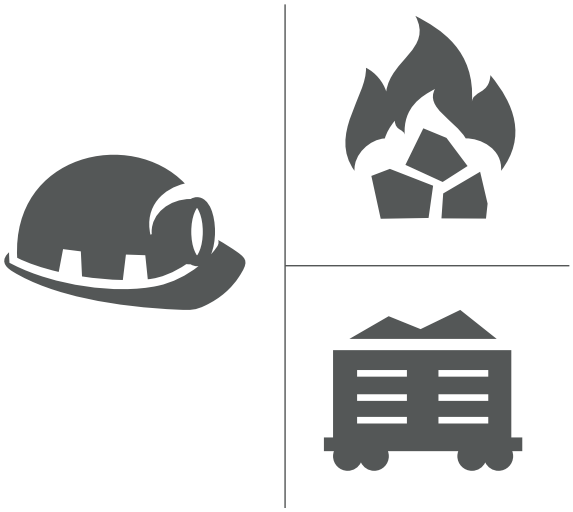
893 $

Taux de chômage

0 %

En 2013, les 13 diplômés en technologie des procédés et de la qualité des aliments du Cégep régional de Lanaudière à Joliette ont tous décroché un emploi. Le taux de placement est tout aussi réjouissant au campus de La Pocatière de l'Institut de technologie agroalimentaire, où six des sept diplômés de 2013 ont trouvé un emploi. L'établissement a reçu 44 offres d'emploi pour ses finissants. Devant les défis que constituent la mondialisation, les changements technologiques et la sécurité alimentaire, les entreprises ont besoin de personnel qualifié pour gérer et maintenir les systèmes de contrôle de la qualité en place.

Technologie minérale (Exploitation)



Salaire hebdo. moyen brut

1 295 $

Taux de chômage

0 %

Au Cégep de Thetford, les sept diplômés de 2013 du programme *Technologie minérale*, spécialisation *Exploitation*, ont tous trouvé un emploi. L'établissement a reçu deux fois plus d'offres de stages qu'il ne comptait d'étudiants. La majorité des diplômés sont engagés par les compagnies minières, mais les entreprises spécialisées en forage et dynamitage, en topométrie et en arpentage les recherchent aussi. La formule travail-études permet à presque tous les étudiants d'obtenir un emploi dans l'entreprise qui les accueille en stage. Plus de 600 postes de techniciens en exploitation seront à pourvoir d'ici 2021.

5 formations universitaires
gagnantes selon Jobboom

Actuariat (baccalauréat)

Salaire hebdo. moyen brut

1 131 $

Taux de chômage

1,1 %

Parmi les 90 bacheliers du printemps 2013 de l'Université Laval, 90 % ont trouvé un emploi ou ont choisi de poursuivre leurs études aux cycles supérieurs. De plus, près de 50 % des finissants de 2013 ont décroché un emploi dans leur milieu de stage. À l'Université du Québec à Montréal, qui a remis 65 baccalauréats en actuariat en 2012-2013, on remarque que le nombre de stages et d'offres d'emploi augmente de façon importante depuis deux ans. Comme le marché semble bien se porter, les responsables de programme s'attendent à ce que le nombre d'offres d'emploi continue de grimper au cours des années à venir.

Ergothérapie (maîtrise)

Salaire hebdo. moyen brut

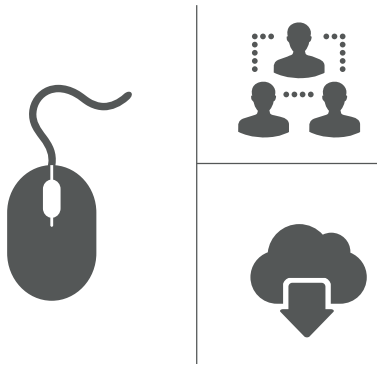
931 $

Taux de chômage

1,0 %

À l'Université de Sherbrooke, les 31 diplômés en ergothérapie de 2013 sont tous sur le marché du travail. Même chose pour les 32 diplômés de l'Université du Québec à Trois-Rivières. Plusieurs étudiants ont un emploi avant même d'avoir terminé leur formation. Des employeurs vont jusqu'à créer des postes adaptés aux étudiants, comme celui d'aide-ergothérapeute, afin de favoriser leur éventuelle embauche. Plusieurs facteurs expliquent la demande, comme le vieillissement de la population, les départs à la retraite, la volonté de diminuer le nombre de places en soins de longue durée et la multiplication des cliniques privées.

Informatique / Sciences de l'informatique (baccalauréat)



Salaire hebdo. moyen brut

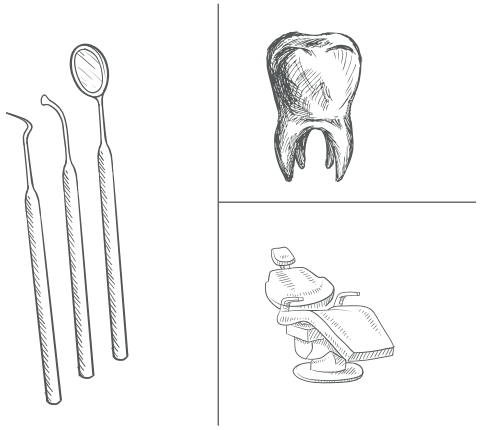
1 085 $

Taux de chômage

3,2 %

En 2013, les 23 finissants du baccalauréat en informatique de l'Université du Québec à Trois-Rivières n'ont eu aucun mal à trouver du travail. Pour s'adapter à la demande des employeurs, l'établissement a même mis sur pied une nouvelle spécialisation en développement d'applications Web et mobiles, qui vient s'ajouter à la spécialisation en développement de logiciels. Excellent placement aussi à l'Université Bishop's, où 11 étudiants en informatique ont été diplômés en 2013. La majorité d'entre eux a trouvé un emploi moins de deux mois après l'obtention du diplôme. Le nombre de diplômés est nettement insuffisant pour répondre aux nombreuses offres d'emploi.

Médecine dentaire (doctorat de 1er cycle)



Salaire hebdo. moyen brut

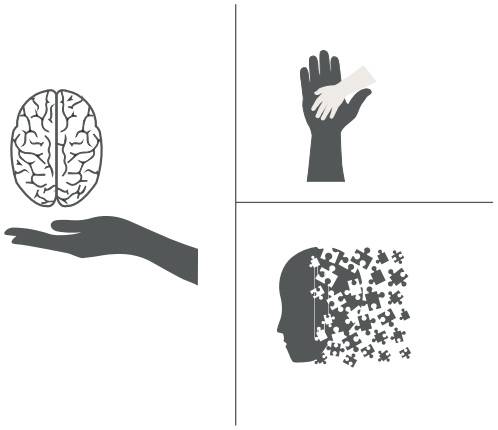
2 201 $

Taux de chômage

0 %

En 2013, les 85 diplômés en médecine dentaire de l'Université de Montréal ont pu trouver un emploi sans difficulté. Tous les ans, environ 30 % des finissants décident d'ouvrir leur propre clinique dentaire. D'autres travaillent à pourcentage pour un dentiste déjà établi. La situation est tout aussi enviable à l'Université Laval, où 45 étudiants ont décroché un doctorat de 1er cycle en 2013. Si tous trouvent un emploi à leur sortie, les diplômés qui vont travailler en région obtiennent un horaire complet plus rapidement que ceux qui décident d'exercer dans les grands centres, où les dentistes sont plus nombreux.

Psychoéducation (maîtrise)



Salaire hebdo. moyen brut

1 046 $

Taux de chômage

0 %

À l'Université du Québec en Outaouais, entre 40 et 50 étudiants obtiennent chaque année la maîtrise en psychoéducation. Le taux de placement atteint pratiquement 100 %. Les étudiants sont souvent embauchés à temps partiel, voire complet, dans leur milieu de stage. Près de 60 % d'entre eux sont même déjà en emploi avant de faire leur stage. À l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, neuf étudiants ont reçu leur diplôme de maîtrise en 2013. Leur taux de placement est aussi excellent. Environ 90 % d'entre eux décrochent sans difficulté un emploi dans la région.

Sources : Jobboom (enquête terrain menée entre juin et décembre 2013); *La Relance au secondaire en formation professionnelle – 2012*, ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) et ministère de l'Éducation supérieure, de la Recherche, de la Science et de la Technologie (MESRST); *La Relance au collégial en formation technique – 2012*, MELS et MESRST; *La Relance à l'université – 2013*, MELS et MESRST.

Les meilleurs ratios offres d'emploi/nombre de diplômés

Au cours de notre enquête sur le terrain, une vingtaine d'établissements scolaires nous ont confié avoir reçu, pendant la dernière année, plus d'offres d'emploi qu'ils n'avaient de finissants disponibles pour des programmes donnés. Le ratio offres d'emploi/nombre de diplômés peut résulter d'un contexte particulier à un établissement ou à une région, mais demeure un indicateur pertinent de la situation des diplômés.

Technologie de la géomatique (Cartographie) (DEC)

Cégep de l'Outaouais	2 diplômés	100 offres d'emploi	(x 50)

Technologie des productions animales (DEC)

Institut de technologie agroalimentaire (campus de Saint-Hyacinthe)	18 diplômés	216 offres d'emploi	(x 12)

Techniques de la documentation (DEC)

Collège Lionel-Groulx	23 diplômés	230 offres d'emploi	(x 10)

Technologie de l'architecture (DEC)

Cégep de Chicoutimi	20 diplômés	167 offres d'emploi	(x 8)

Mécanique de moteurs diesels et de contrôles électroniques (ASP)

CFP Paul-Gérin-Lajoie	12 diplômés	100 offres d'emploi	(x 8)

Sciences et technologie des aliments (baccalauréat)

Université Laval	30 diplômés	211 offres d'emploi	(x 7)

Techniques de la logistique du transport (DEC)

Cégep André-Laurendeau	15 diplômés	100 offres d'emploi	(x 7)

Technologie des procédés et de la qualité des aliments (DEC)

Institut de technologie agroalimentaire (campus de La Pocatière)	7 diplômés	44 offres d'emploi	(x 6)

Techniques de comptabilité et de gestion (DEC)

Cégep de Drummondville	8 diplômés	45 offres d'emploi	(x 6)

Technologie de la mécanique du bâtiment (DEC)

Cégep de Saint-Hyacinthe	19 diplômés	100 offres d'emploi	(x 5)

Vente-conseil (DEP)

CFP Samuel-De Champlain	19 diplômés	95 offres d'emploi	(x 5)

Techniques de laboratoire (Chimie analytique) (DEC)

Collège de Valleyfield	10 diplômés	50 offres d'emploi	(x 5)

Génie logiciel (baccalauréat)

École de technologie supérieure	69 diplômés	345 offres d'emploi	(x 5)

Criminologie (baccalauréat)

Université Laval	72 diplômés	300 offres d'emploi	(x 4)

Conduite de procédés de traitement de l'eau (DEP)

CFP Paul-Gérin-Lajoie	50 diplômés	202 offres d'emploi	(x 4)

Techniques de bureautique (Coordination du travail de bureau) (DEC)

Cégep de Lévis-Lauzon	20 diplômés	80 offres d'emploi	(x 4)

Génie informatique (baccalauréat)

Université du Québec à Trois-Rivières	10 diplômés	40 offres d'emploi	(x 4)

Génie des technologies de l'information et Génie logiciel (baccalauréats)

École de technologie supérieure	117 diplômés	424 offres d'emploi	(x 4)

Conseil en assurances et en services financiers (DEC)

Cégep de Lévis-Lauzon	12 diplômés	40 offres d'emploi	(x 3)

Techniques de génie chimique (DEC)

Cégep de Lévis-Lauzon	3 diplômés	9 offres d'emploi	(x 3)

Génie industriel (baccalauréat)

Polytechnique Montréal	65 diplômés	188 offres d'emploi	(x 3)

Techniques d'usinage (DEP)

Centre intégré de mécanique industrielle de la Chaudière	30 diplômés	75 offres d'emploi	(x 3)

Mécanique de machines fixes (DEP)

CFP de Lachine	40 diplômés	70 offres d'emploi	(x 2)

Source : Jobboom (enquête terrain menée entre juin et décembre 2013).

Les habituées de la sélection des formations gagnantes

Certaines formations sont des habituées de notre sélection, car les diplômés de ces programmes demeurent fortement recherchés année après année. Voici 29 formations qui figurent dans notre guide depuis au moins 10 ans (soit depuis 2004).

Formation professionnelle

Assistance à la personne à domicile (DEP)
Assistance à la personne en établissement de santé (DEP)
Mécanique de véhicules lourds routiers (DEP)
Santé, assistance et soins infirmiers (DEP)

Formation collégiale

Archives médicales (DEC)
Audioprothèse (DEC)
Techniques de bureautique (Coordination du travail de bureau) (DEC)
Techniques d'éducation à l'enfance (DEC)
Techniques d'éducation spécialisée (DEC)
Techniques de santé animale (DEC)
Techniques d'orthèses visuelles (DEC)
Technologie d'analyses biomédicales (DEC)
Technologie de radiodiagnostic (DEC)
Technologie de radio-oncologie (DEC)

Formation universitaire

Actuariat (baccalauréat)
Adaptation scolaire (baccalauréat)
Architecture (maîtrise)
Comptabilité/Sciences comptables (baccalauréat)
Ergothérapie (maîtrise professionnelle)
Génie civil/Génie de la construction (baccalauréat)
Génie géomatique (baccalauréat)
Médecine (doctorat et formation postdoctorale)
Médecine vétérinaire (doctorat de 1er cycle)
Optométrie (doctorat de 1er cycle)
Orthophonie (maîtrise)
Pharmacie (baccalauréat)
Physiothérapie (maîtrise professionnelle)
Sciences géomatiques (baccalauréat)
Sciences infirmières (baccalauréat)

Les nouveautés de la sélection des formations gagnantes

Chaque année, de nouvelles formations font leur entrée dans notre sélection. L'apparition de ces programmes dénote parfois l'essor de certains secteurs d'emploi; par exemple, c'est le cas du DEC *Techniques de construction aéronautique*, en raison de la bonne performance du secteur de l'aérospatiale. Voici les formations qui se sont taillé une place dans la sélection 2014.

Formation professionnelle

Arboriculture-élagage (DEP)
Calorifugeage (DEP)
Charpenterie-menuiserie (DEP)
Chaudronnerie (DEP)
Cuisine du marché (ASP)
Électricité (DEP)
Mécanique agricole (DEP)
Montage structural et architectural (DEP)
Production acéricole (DEP)
Réfrigération (DEP)

Formation collégiale

Paysage et commercialisation en horticulture ornementale (Aménagement paysager) (DEC)
Techniques d'aménagement et d'urbanisme (DEC)
Techniques de comptabilité et de gestion (DEC)
Techniques de construction aéronautique (DEC)
Techniques de génie chimique (DEC)
Techniques de gestion hôtelière (DEC)
Techniques de la logistique du transport (DEC)
Techniques de production et de postproduction télévisuelles (Postproduction télévisuelle) (DEC)
Techniques de prothèses dentaires (DEC)
Techniques d'intervention en délinquance (DEC)
Techniques juridiques (DEC)
Théâtre-production (Gestion et techniques de scène) (DEC)

Les formations à 0 % de chômage

Pas moins de 35 formations figurant dans notre sélection 2014 offrent des perspectives de plein emploi, soit un taux de chômage de 0 % selon les plus récents indicateurs disponibles. Bien qu'on ne puisse conclure que les diplômés auront un emploi assuré dès la sortie de l'école, cette statistique dénote un grand besoin de main-d'œuvre dans les secteurs concernés.

Note : Le doctorat de 1er cycle en médecine ne figure pas sur cette liste, car les données sur le chômage des diplômés n'étaient pas disponibles dans l'enquête *La Relance à l'université – 2013* du MELS et du MESRST.

Formation professionnelle

Calorifugeage (DEP)
Chaudronnerie (DEP)
Conduite de grues (DEP)
Mécanique de moteurs diesels et de contrôles électroniques (ASP)
Production acéricole (DEP)

Formation collégiale

Audioprothèse (DEC)
Conseil en assurances et en services financiers (DEC)
Environnement, hygiène et sécurité au travail (DEC)
Gestion d'un établissement de restauration (DEC)
Paysage et commercialisation en horticulture ornementale (Aménagement paysager) (DEC)
Techniques d'aménagement et d'urbanisme (DEC)
Techniques de construction aéronautique (DEC)
Techniques de denturologie (DEC)
Techniques de génie chimique (DEC)
Techniques de la logistique du transport (DEC)
Techniques d'électrophysiologie médicale (DEC)
Techniques de production et de postproduction télévisuelles (Postproduction télévisuelle) (DEC)
Techniques de thanatologie (DEC)
Techniques d'inhalothérapie (DEC)
Techniques d'intervention en délinquance (DEC)
Technologie de la géomatique (DEC)
Technologie de médecine nucléaire (DEC)

Formation collégiale (suite)

Technologie de radio-oncologie (DEC)
Technologie des procédés et de la qualité des aliments (DEC)
Technologie minérale (Exploitation) (DEC)

Formation universitaire

Chiropratique (doctorat de 1er cycle)
Criminologie (baccalauréat)
Médecine dentaire (doctorat de 1er cycle)
Médecine vétérinaire (doctorat de 1er cycle)
Optométrie (doctorat de 1er cycle)
Pharmacie (baccalauréat et doctorat de 1er cycle)
Physiothérapie (maîtrise)
Psychoéducation (maîtrise)
Sciences et technologie des aliments (baccalauréat)

Sources : *La Relance au secondaire en formation professionnelle – 2012*, MELS et MESRST; *La Relance au collégial en formation technique – 2012*, MELS et MESRST; *La Relance à l'université – 2013*, MELS et MESRST.

Les meilleurs salaires

Parmi notre sélection des formations gagnantes, plus d'une cinquantaine de programmes permettent aux diplômés de gagner un salaire moyen de plus de 800 $ par semaine dès leur entrée sur le marché du travail. Cependant, ces données ne précisent pas si, par exemple, les diplômés ont dû effectuer des heures de travail supplémentaires ou s'ils ont obtenu des primes pour atteindre ces salaires.

Note : Le doctorat de 1er cycle en médecine ne figure pas sur cette liste, car les données sur le salaire hebdomadaire moyen n'étaient pas disponibles dans l'enquête *La Relance à l'université – 2013* du MELS et du MESRST.

1 000 $ et plus

Médecine dentaire (doctorat de 1er cycle)	2 201 $
Optométrie (doctorat de 1er cycle)	2 200 $
Pharmacie (doctorat de 1er cycle)	1 849 $
Génie minier (baccalauréat)	1 610 $
Conduite de grues (DEP)	1 548 $
Administration des affaires (maîtrise)	1 440 $
Médecine vétérinaire (doctorat de 1er cycle)	1 407 $
Chaudronnerie (DEP)	1 310 $
Technologie minérale (Exploitation) (DEC)	1 294 $
Montage structural et architectural (DEP)	1 235 $
Génie informatique (baccalauréat)	1 148 $
Génie industriel (baccalauréat)	1 136 $
Actuariat (baccalauréat)	1 131 $
Génie civil/Génie de la construction (baccalauréat)	1 111 $
Sciences infirmières (baccalauréat)	1 107 $
Génie des technologies de l'information (baccalauréat)	1 088 $
Génie logiciel (baccalauréat)	1 088 $
Informatique/Sciences de l'informatique (baccalauréat)	1 085 $
Génie mécanique (baccalauréat)	1 085 $
Techniques de construction aéronautique (DEC)	1 067 $
Psychoéducation (maîtrise)	1 046 $
Service social (maîtrise)	1 017 $

Entre 900 $ et 1 000 $

Techniques de génie chimique (DEC) ..... 975 $
Audiologie (maîtrise professionnelle) ..... 968 $
Orthophonie (maîtrise) ..... 968 $
Physiothérapie (maîtrise) ..... 950 $
Sciences et technologie des aliments (baccalauréat) ..... 933 $
Transport par camion (DEP) ..... 931 $
Ergothérapie (maîtrise professionnelle) ..... 931 $
Mécanique de machines fixes (DEP) ..... 913 $
Gestion des ressources humaines (baccalauréat) ..... 910 $
Technologie du génie civil (DEC) ..... 907 $
Relations industrielles (baccalauréat) ..... 906 $

Entre 800 $ et 900 $

Mécanique d'engins de chantier (DEP) ..... 898 $
Administration des affaires (baccalauréat) ..... 896 $
Technologie des procédés et de la qualité des aliments (DEC) ..... 893 $
Conduite de procédés de traitement de l'eau (DEP) ..... 889 $
Technologie de l'électronique industrielle (DEC) ..... 879 $
Orientation, information scolaire et professionnelle (maîtrise) ..... 875 $
Comptabilité/Sciences comptables (baccalauréat) ..... 866 $
Formation des enseignants au secondaire (baccalauréat) ..... 863 $
Calorifugeage (DEP) ..... 861 $
Nutrition/Sciences de la nutrition (baccalauréat) ..... 860 $
Technologie de la géomatique (Géodésie) (DEC) ..... 859 $
Mécanique industrielle de construction et d'entretien (DEP) ..... 850 $
Service social (baccalauréat) ..... 837 $
Mécanique de moteurs diesels et de contrôles électroniques (ASP) ..... 833 $
Techniques d'hygiène dentaire (DEC) ..... 832 $
Environnement, hygiène et sécurité au travail (DEC) ..... 815 $
Techniques de la logistique du transport (DEC) ..... 813 $
Charpenterie-menuiserie (DEP) ..... 812 $
Traduction (baccalauréat) ..... 811 $
Formation des enseignants au préscolaire et au primaire (baccalauréat) ..... 809 $
Adaptation scolaire (baccalauréat) ..... 809 $
Installation et fabrication de produits verriers (DEP) ..... 807 $

Sources : *La Relance au secondaire en formation professionnelle – 2012*, MELS et MESRST; *La Relance au collégial en formation technique – 2012*, MELS et MESRST; *La Relance à l'université – 2013*, MELS et MESRST.

Tournée des secteurs d'emploi

Dans plusieurs secteurs d'activité, les départs massifs à la retraite et l'augmentation des besoins de la population favorisent l'embauche de jeunes travailleurs formés et qualifiés. Les secteurs qui roulent à plein régime, comme ceux de l'aérospatiale, de la santé, ou des technologies de l'information et des communications, redoublent d'efforts pour attirer les jeunes dans leurs rangs et les recrutent parfois avant l'obtention de leur diplôme. Tour de piste des besoins de main-d'œuvre, secteur par secteur.

Administration et comptabilité

Les comptables sont au cœur des décisions d'affaires des organisations. Les services de ces professionnels sont toujours recherchés, peu importe le contexte économique. La nature de leur travail s'ajuste toutefois aux fluctuations de l'économie. En période de récession, il y a moins d'acquisitions d'entreprises, mais plus de projection, de planification et d'analyse financières. En 2013, le taux d'emploi des comptables professionnels frôlait les 100 %. La demande d'administrateurs agréés est également forte. Les entreprises recherchent des professionnels rigoureux ayant un sens de l'éthique bien développé et capables d'appliquer les principes d'une saine gestion. Les récents scandales financiers ont augmenté les besoins en administrateurs agréés.

Aérospatiale

Malgré les mises à pied annoncées en janvier chez Bombardier et le report de l'entrée en service de la CSeries, le secteur de l'aérospatiale, de nature cyclique, demeure prometteur. D'autres gros joueurs de l'industrie, dont Pratt & Whitney Canada et Aerolia, entre autres, ont annoncé des créations d'emplois en 2013. Le secteur compte quelque 215 entreprises et plus de 42 500 travailleurs. De plus, la société Boeing prévoit que le nombre d'avions commerciaux devrait doubler d'ici 2030. Comme ces avions nécessiteront aussi de l'entretien, on connaîtra alors un grand besoin de techniciens en maintenance et en avionique. Bien que l'industrie aérospatiale ait été touchée par la crise économique mondiale de 2008, elle a depuis repris de la vigueur. Ce créneau d'excellence fait en sorte que des entreprises étrangères viennent même se greffer à la grappe industrielle québécoise.

Agriculture et transformation alimentaire

La transformation alimentaire est un secteur stable, peu sensible aux fluctuations économiques. Les techniciens au contrôle de la qualité, les chimistes en alimentation et les électromécaniciens, entre autres, sont particulièrement recherchés par les employeurs. En agriculture, environ la moitié de la main-d'œuvre est issue de la famille des producteurs, mais les besoins en travailleurs sont croissants parce que le nombre de fermes tend à diminuer, et celles qui restent sont plus grosses. Ces travailleurs sont difficiles à recruter, notamment parce que les exploitations se trouvent dans les régions rurales et que certains hésitent à se déplacer. Grâce à une machinerie à la fine pointe de la technologie, le travail est moins exigeant physiquement qu'autrefois.

Arpentage et géomatique

La demande de spécialistes de l'arpentage et de la géomatique est vigoureuse et devrait aller en s'accroissant. Tout nouvel aménagement du territoire nécessite la prise de levés et la réalisation d'un plan, travail qui revient aux arpenteurs-géomètres. Comme le secteur de la construction se porte bien et ne menace pas de s'essouffler de sitôt, les arpenteurs ne risquent pas de manquer de travail. Quant à eux, les géomaticiens, c'est-à-dire les spécialistes en développement de logiciels géomatiques, sont très recherchés. La connaissance du territoire est devenue indispensable pour tout organisme qui a des responsabilités en matière d'aménagement ou de gestion. Comme l'âge moyen des arpenteurs-géomètres est de 52 ans, la demande devrait demeurer forte au cours des prochaines années.

Arts et culture, communication

Certains sous-secteurs des arts, de la culture et des communications connaissent une croissance inattendue, comme le domaine de la télévision spécialisée. En 2012, ce créneau fournissait 1 151 emplois, soit deux fois plus qu'en 2001. Les établissements du patrimoine, comme les musées ou les centres d'interprétation, ont quant à eux affiché une croissance de 2,3 % par année entre 2001 et 2012. Du côté des productions cinématographiques, Montréal devient une destination de choix. En 2013, la métropole a accueilli des tournages américains d'une ampleur sans précédent au Québec. Le milieu a d'ailleurs appuyé la création d'une nouvelle formation en technologies sonores au collégial, qui permettra de former des techniciens du son employés sur les plateaux de tournage et en postproduction.

Assurances et services financiers

Avec une population vieillissante qui planifie sa retraite, la multiplication des produits financiers et un important besoin de relève, les perspectives d'emploi demeurent excellentes dans le secteur des assurances et des services financiers. Les besoins sont particulièrement importants dans les secteurs de l'assurance de personnes et de la planification financière. L'Institut québécois de planification financière a d'ailleurs décerné 187 diplômes en planification financière en 2012, une hausse d'environ 15 % par rapport à l'année précédente. Tous les finissants avaient trouvé un emploi avant même de recevoir leur titre. La Chambre de l'assurance de dommages estime, quant à elle, qu'il y a entre 1 600 et 2 000 postes à pourvoir chaque année au Québec dans cette industrie.

Biotechnologie et pharmaceutique

L'industrie québécoise de la biotechnologie et de la pharmaceutique est en perte de vitesse depuis 2008. Environ 2 900 personnes ont perdu leur emploi depuis 2006 dans la région de Montréal seulement, principalement dans de grandes sociétés. Mais l'industrie demeure tout de même optimiste. Les entreprises de fabrication de produits génériques ou en sous-traitance se portent bien, avec une hausse des embauches de 10 % au Québec de 2010 à 2012. Toutefois, l'accès limité au capital et la pénurie de main-d'œuvre restent des défis importants dans l'atteinte des objectifs d'affaires. De nouveaux produits pourraient être développés prochainement grâce à des partenariats conclus entre différentes compagnies ou avec des centres de recherche.

Chimie, pétrochimie et raffinage

Le secteur de la chimie, de la pétrochimie et du raffinage a créé 1 600 emplois entre 2004 et 2011. Un dynamisme qui s'explique, entre autres, par la vigueur du créneau de la chimie. Près de 96 % des produits manufacturés ont subi une transformation chimique, que ce soit le tissu, les aliments ou même l'eau. La tendance devrait se maintenir au cours des prochaines années. Selon un sondage mené auprès de 77 entreprises du secteur, 38 % d'entre elles prévoyaient embaucher en 2014 et ainsi créer 147 emplois. Le vieillissement de la main-d'œuvre créera aussi des ouvertures. Comme il y a eu une vague d'embauches d'opérateurs dans les années 1980, plusieurs départs à la retraite sont à prévoir. Certaines entreprises devront renouveler jusqu'à 46 % de leur main-d'œuvre.

Commerce de détail

Bien qu'il constitue toujours une porte d'entrée intéressante pour les jeunes en quête d'un premier emploi, le commerce de détail offre de plus en plus de postes en environnement, gestion de personnel et nouvelles technologies. Toutes ces transformations s'effectuent alors que des bannières étrangères s'implantent au Québec, dont le géant américain Target, stimulant la créativité des concurrents locaux et la croissance de l'emploi. Les perspectives s'annoncent d'ailleurs excellentes d'ici 2015 : on prévoit la création de 3 000 à 6 000 emplois supplémentaires, en plus de tous les postes qu'il faut pourvoir à cause des départs à la retraite.

Construction et bâtiment

Malgré un léger ralentissement de l'activité en 2013, principalement dans le domaine minier et les infrastructures publiques, le secteur de la construction demeure un moteur de l'économie québécoise. Plusieurs facteurs expliquent ce ralentissement, dont la baisse du prix des matières premières pour le sous-secteur minier et la diminution des investissements du gouvernement provincial dans les infrastructures publiques. Les perspectives d'emploi restent néanmoins très bonnes. Le secteur aura besoin de 11 000 nouveaux travailleurs par an d'ici 2016. L'exploitation minière pourrait connaître un regain majeur dans les prochaines années, car plusieurs grands projets sont en phase de planification. Au Québec, un emploi sur vingt se trouve dans le secteur de la construction.

Économie sociale

Le secteur de l'économie sociale regroupe les coopératives et les organismes à but non lucratif qui offrent des produits et des services afin de réaliser une mission sociale. Les emplois qu'il propose sont nombreux et variés : on y trouve plus de 200 métiers et professions. Toutefois, la main-d'œuvre est parfois difficile à recruter. En effet, 42 % des organisations interrogées lors de la dernière enquête nationale du Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire ont eu du mal à pourvoir des postes au cours des trois dernières années. Même si les données ne sont pas encore disponibles pour 2014, on peut penser que les départs à la retraite généreront d'autres besoins.

Éducation

Selon les prévisions du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS), le Québec aurait besoin de 10 942 nouveaux enseignants au préscolaire et au primaire entre 2013 et 2016. Au secondaire, il faudrait embaucher, pour cette même période, 4 510 enseignants. Les spécialistes en mathématiques, anglais ou musique sont particulièrement recherchés. Du côté des cégeps, le MELS prévoit une baisse de la population étudiante jusqu'en 2020. Mais la demande de professeurs au collégial ne baissera pas pour autant, compte tenu, entre autres, des nombreux départs à la retraite prévus. C'est à l'université que le manque d'enseignants est le plus criant. En 15 ans, le nombre d'étudiants a augmenté de plus de 25 %, alors que les effectifs professoraux n'ont même pas progressé de 10 %.

Énergie

Le changement de gouvernement en novembre 2012 a quelque peu modifié le visage du secteur de l'énergie au Québec. Certains projets prévus dans le cadre du Plan Nord ont été mis en veilleuse. La poursuite de la construction de la centrale de la Romaine devrait toutefois générer près d'un millier d'emplois par année d'ici 2020. L'énergie éolienne est aussi sur une belle lancée. La construction d'une vingtaine de parcs est prévue d'ici 2015, ce qui devrait mener à la création d'environ 26 000 emplois. L'industrie des hydrocarbures demeure à l'état embryonnaire, notamment à cause du moratoire sur les gaz de schiste imposé par le gouvernement québécois et l'incertitude entourant de possibles exploitations pétrolières dans l'est du Québec. L'industrie estime toutefois qu'elle pourra générer jusqu'à 80 000 emplois si les projets d'exploitation se concrétisent.

Environnement

Entre 2009 et 2012, le nombre d'emplois dans le secteur de l'environnement a bondi de 27 %. Si le marché s'est stabilisé en 2013, on prévoit tout de même une pénurie de travailleurs en raison du manque de relève. De plus en plus d'entreprises se préoccupent de leur responsabilité sociale. La protection de l'environnement nécessite toujours des professionnels comme des ingénieurs, des biologistes ou des hydrologues, mais des emplois en communications et des postes d'écoconseillers et d'éducateurs en environnement voient aussi le jour. De nouvelles occupations naissent en fonction des besoins, particulièrement dans les technologies propres, les énergies renouvelables (éolien, biomasse, géothermie), en efficacité énergétique et en développement durable.

Fabrication métallique industrielle

En 2012, les ventes dans l'industrie de la fabrication de produits métalliques au Canada ont augmenté de 6,1 %, pour atteindre 35 milliards de dollars, contre 33 milliards en 2011. Et certaines entreprises ont pris de l'expansion et augmenté leurs ventes en 2013. Les embauches sont à la hausse. Pour 2013, les employeurs avaient prévu effectuer environ 4 400 embauches, contre 3 700 en 2010, soit un taux de croissance d'environ 5 % pour l'ensemble du secteur. Les travailleurs les plus demandés sont les assembleurs-soudeurs et les soudeurs. En 2013, le marché aurait eu besoin de 1 400 nouveaux travailleurs de ces métiers pour compenser le roulement de personnel et répondre à la demande créée par la croissance, mais le nombre de diplômés est loin d'être suffisant.

Fonction publique

Pour rétablir l'équilibre budgétaire, le gouvernement du Canada prévoyait l'abolition de 19 200 postes en trois ans, objectif qui est en voie d'être atteint. Malgré tout, le gouvernement fédéral demeure le plus grand employeur au pays. Au Québec, l'Agence du revenu du Canada, le Service correctionnel du Canada et l'Agence des services frontaliers du Canada continuent de recruter des travailleurs. La fonction publique québécoise emploie quant à elle plus de 62 500 personnes dans une vingtaine de ministères et plus de 70 organismes à travers la province. Entre 2012 et 2017, 15 000 postes réguliers auront été pourvus. Les départs à la retraite ainsi que les besoins en main-d'œuvre dans les domaines des ressources informationnelles et des transports favoriseront l'embauche.

Foresterie

L'année 2013 a été une année de transition pour la foresterie. Entre 2005 et 2012, le secteur a perdu le tiers de ses emplois, la plupart dans des régions dépendant du bois et de sa transformation. Mais la demande reprend : l'emploi en aménagement forestier devrait croître de 1 à 2 % annuellement d'ici 2018. Malgré la crise, le taux de chômage chez les ingénieurs forestiers a diminué. Les perspectives sont prometteuses, mais la forêt reste associée à la précarité. La crise forestière a toutefois découragé les jeunes. À l'Université Laval, 62 postes destinés aux diplômés en génie du bois ont été affichés pour 2 finissants seulement. Chez les ingénieurs forestiers, on prévoit qu'il y aura deux fois plus de départs à la retraite que de nouvelles recrues en 2015.

Ingénierie

L'ingénierie offre toujours un vaste choix de débouchés qui sont bien rémunérés. Mais les disciplines traditionnelles du génie – civil, mécanique et électrique – cèdent graduellement du terrain à des secteurs émergents comme l'informatique, l'environnement, le biomédical, l'aéronautique et le manufacturier. Le Réseau des ingénieurs du Québec estimait à 2 930 le nombre de postes créés en 2013, surtout en génie mécanique et électrique. Le génie civil a toutefois connu un ralentissement, alors que le nombre de projets prévus pour 2014 et 2015 a baissé. Les grands projets comme l'échangeur Turcot, le pont Champlain et le Centre hospitalier de l'Université de Montréal devraient néanmoins relancer ce sous-secteur.

Mines et métallurgie

Malgré une baisse d'environ 10 % des investissements miniers en 2013, les besoins en main-d'œuvre se maintiennent en raison de la demande croissante de certains minerais à travers le monde. L'or, le fer, le nickel, le zinc, le cuivre et le diamant extraits du sous-sol québécois continuent d'être recherchés, tout comme de nouveaux minéraux comme le lithium. D'ici 2021, on prévoit toujours que le nombre de mines au Québec passera de 26 à 45, une augmentation qui créera 18 500 emplois... pour autant que la demande de minerai, de nature cyclique, se maintienne. Dans le secteur de la métallurgie, la demande de travailleurs est maintenue par le développement de nouveaux marchés d'exportation. Les départs à la retraite à venir créeront aussi des débouchés.

Santé et services sociaux

Le ministère de la Santé et des Services sociaux estime qu'il faudra embaucher 60 000 travailleurs d'ici 2017-2018 pour assurer le remplacement de personnel et répondre aux nouveaux besoins, qui concernent tous les métiers : travailleurs sociaux, psychologues, infirmières, psychiatres, internistes, médecins de famille... pour ne nommer que ceux-là. En excluant les médecins, près de 32 500 employés du réseau prendront leur retraite d'ici 2018. À plus long terme, la croissance démographique poussera aussi à la hausse les besoins en personnel. Selon l'Institut de la statistique du Québec, la province comptera environ 8 800 000 habitants d'ici 2031, soit 700 000 de plus qu'en 2013. Les 65 ans et plus, qui nécessitent davantage de soins, représenteront alors au-dessus du quart de la population.

Technologies de l'information et des communications

Avec une croissance deux fois supérieure à celle des autres secteurs de l'économie, les TIC représentent un secteur d'avenir. Près de 3 800 postes en TIC seront à pourvoir chaque année d'ici 2015 à travers la province. Les sous-secteurs du service-conseil et de la conception de systèmes informatiques demeurent particulièrement solides. En 2013, 25 % des offres d'emploi du secteur étaient d'ailleurs destinées aux analystes et aux consultants en informatique. Des postes seront aussi à pourvoir dans le domaine de la mobilité, avec le développement d'applications pour les téléphones intelligents et les tablettes. L'industrie du jeu vidéo, quant à elle, arrive à maturité. Malgré cela, les perspectives demeureront positives pour les prochaines années grâce aux investissements annoncés par Ubisoft et Warner Bros. à Montréal.

Tourisme

Après avoir connu une baisse en raison de la crise économique de 2008-2009, les recettes touristiques ont renoué avec la croissance. Tourisme Québec estimait cette croissance à près de 5 % en 2013, un taux qui devrait se maintenir au cours des prochaines années. Par ailleurs, en 2012, le ministère du Tourisme du Québec s'est fixé comme objectif de créer 50 000 nouveaux emplois dans le domaine d'ici 2020. Le gouvernement espère ainsi augmenter les recettes touristiques de sept milliards de dollars et accueillir sept millions de visiteurs supplémentaires pendant cette période. De nouveaux créneaux seront mis en valeur, comme les croisières sur le fleuve Saint-Laurent ou le tourisme nature-aventure.

Transport

L'industrie du transport connaît une phase de croissance, après un ralentissement causé par la récession de 2008-2009. Emploi-Québec prévoyait la création de 9 000 postes pour la période 2012-2016. À terme, le nombre total d'emplois devrait ainsi dépasser le sommet atteint avant la crise. Dans le transport routier, principale activité de l'industrie, on estime qu'environ 1 220 nouveaux emplois s'ajouteront en 2014, sans compter les départs à la retraite et le roulement de personnel. Toutefois, le transport ferroviaire et le transport aérien ont éprouvé quelques difficultés. Ces deux créneaux espèrent profiter du développement du Nord québécois, mais jusqu'à maintenant, le report de certains projets a éloigné la perspective d'une réalisation rapide.

Source : Jobboom (enquête terrain menée entre juin et décembre 2013).

Tournée des régions

Abitibi-Témiscamingue

Taux de chômage : 7,7 %
(au 3e trimestre de 2013)

- La diminution de la demande mondiale de métaux a poussé le prix des ressources à la baisse et entraîné un ralentissement de l'activité minière en Abitibi-Témiscamingue. La survie de certains projets, comme la mine d'or Lac Herbin, à Val-d'Or, est même compromise. En revanche, de nombreux sites miniers demeurent en activité grâce à des gisements plus riches ou plus accessibles qui ont de meilleurs seuils de rentabilité.

- Par ailleurs, le secteur minier se diversifie. Des projets d'exploitation de gisements de lithium, de nickel, de cobalt, de palladium et de platine sont sur la table et devraient voir le jour au cours des prochaines années. L'exploitation des terres rares, des minéraux utilisés dans les produits de haute technologie, est aussi une avenue prometteuse. De plus, des PME ayant développé des produits et services pour l'industrie minière exportent maintenant leur savoir-faire à l'étranger.

- Le secteur forestier reprend de la vigueur. La compagnie Tembec a investi 355 millions de dollars dans son usine de Témiscaming afin de se moderniser, d'augmenter sa production de cellulose et d'assurer la pérennité des quelque 900 emplois existants. D'ici 2018, environ 240 employés de l'usine partiront à la retraite, et il faudra les remplacer.

- Depuis 2006, l'Abitibi-Témiscamingue est, avec le Nord-du-Québec, l'une des deux seules régions-ressources qui affichent une hausse ininterrompue de leur nombre d'habitants. Par ailleurs, la région exerce une attraction de plus en plus forte sur les immigrants internationaux. Entre 2006 et 2010, 394 nouveaux arrivants s'y sont installés, une hausse de 50 % par rapport à 2001-2005.

Bas-Saint-Laurent

Taux de chômage : 8,5 %
(au 3e trimestre de 2013)

- La construction d'éoliennes a ralenti dans le Bas-Saint-Laurent après des années de croissance fulgurante. Pour faire tourner les usines et maintenir les quelque 600 emplois dans la région, les fabricants devront augmenter leurs exportations et développer d'autres marchés, comme l'éolien marin ou l'éolien en milieu nordique. Toutefois, les premiers parcs éoliens du Québec atteindront leur fin de vie utile en 2025. Leurs équipements devront alors être remplacés, ce qui remplira à nouveau les carnets de commandes des fabricants.

- Lourdement frappée par la récession de 2008-2009, l'industrie du bois se relève peu à peu. Les entreprises qui ont survécu ont amélioré leur productivité et sont

devenues plus efficaces. Quelques producteurs de bois ont élargi leurs marchés à l'extérieur du Québec et des États-Unis. L'industrie développe aussi d'autres produits, comme la biomasse forestière.

- Au printemps 2013, le Centre Bombardier de La Pocatière a embauché une vingtaine d'employés pour réaliser les contrats des métros de Montréal et de New York. Au total, l'usine emploie environ 600 personnes. Une grappe industrielle axée sur le matériel de transport se développe aussi dans la région. Certains sous-traitants de Bombardier exportent maintenant leurs produits un peu partout dans le monde.

- La population du Bas-Saint-Laurent vieillit rapidement. En 2012, les plus de 45 ans représentaient près de 47 % de la population de la région. Cela favorise le pouvoir de négociation des jeunes travailleurs. Les occasions d'emploi sont aussi plus nombreuses en raison des départs à la retraite. Selon ses dernières prévisions, Emploi-Québec évaluait que 18 000 postes seraient disponibles entre 2012 et 2016, dont 16 500 liés aux départs à la retraite.

Capitale-Nationale
Taux de chômage : 5,4 %
(au 3e trimestre de 2013)

- En 2012, la croissance de l'emploi a été limitée dans la région en raison de la faible demande liée à une économie mondiale au ralenti. Malgré tout, le taux d'activité a augmenté dans la Capitale-Nationale, atteignant même un record pour la région. Celle-ci a également maintenu un taux de chômage très bas qui la classait au deuxième rang à l'échelle de la province, derrière la région de la Chaudière-Appalaches.

- L'industrie des services occupe une place de choix dans la capitale provinciale. Environ 88 % des emplois de la région se trouvent dans ce secteur, comparativement à 78 % pour l'ensemble du Québec. De fait, en 2012, le secteur des biens a perdu 9 200 emplois, alors que celui des services en a gagné 15 200. La fonction publique est un joueur important dans la région; elle englobe près de 9 emplois sur 10. Selon l'Institut de la statistique du Québec, l'investissement dans les services publics a grimpé de 21 % en 2013.

- Six industries clés contribuent à la croissance économique de la région : assurances et services financiers, sciences de la vie, technologies de l'information et des communications et électronique, transformation alimentaire, bâtiment vert et intelligent, matériaux à valeur ajoutée et matériel de transport. Certaines sont particulièrement porteuses d'emplois, comme celle des TIC et de l'électronique (32 500 emplois directs et indirects), ainsi que celle des assurances et services financiers (45 300 emplois directs et indirects).

- À 43 ans, l'âge médian de la région dépasse la moyenne québécoise (41,5 ans). En revanche, la Capitale-Nationale n'a aucun problème à retenir ses jeunes. Les cégeps et l'Université Laval leur permettent d'étudier ici, et attirent même

des jeunes d'autres régions. Ainsi, en 2011-2012, la région a connu un solde migratoire interrégional positif chez les 20-24 ans, selon l'Institut de la statistique du Québec. Elle constitue également la quatrième région d'établissement des immigrants, après Montréal, la Montérégie et Laval.

Centre-du-Québec
Taux de chômage : 7,9 %
(au 3e trimestre de 2013)

- Le Centre-du-Québec est le champion de la fabrication manufacturière. Ce secteur représente près d'un emploi sur quatre, la proportion la plus élevée parmi les 17 régions du Québec. Une place que le Centre-du-Québec n'abandonnera pas de sitôt, d'autant plus que ses parcs industriels continuent de s'étendre et que les projets d'investissement se succèdent à bon rythme.

- La région regorge d'entrepreneurs dynamiques. Plusieurs compagnies régionales ont débuté comme sous-traitantes et elles ont, avec le temps, développé leurs propres produits et élargi leur clientèle. Le Groupe Soucy, à l'origine fabricant de pièces pour Bombardier, a lancé en 2012 un projet de modernisation et de diversification de ses usines. Quelque 300 nouveaux emplois vont s'ajouter progressivement aux 1 325 existants.

- L'Université du Québec à Trois-Rivières ouvrira un campus à Drummondville à l'automne 2015. Au cours de ses deux premières années d'activité, le campus accueillera annuellement 500 étudiants, puis 1 000 par la suite. Grâce à l'implantation de ce campus, la région gardera davantage ses jeunes et deviendra encore plus concurrentielle.

- Comme ailleurs dans la province, la population du Centre-du-Québec vieillit. La proportion des 65 ans et plus a grimpé à 17,8 % de la population, comparativement à 12,7 % en 1996. Ce vieillissement a de profonds effets sur le marché du travail. Toutefois, par rapport aux autres régions, il y a plus de naissances dans le Centre-du-Québec. L'indice de fécondité y est de 1,97 enfant, comparativement à 1,68 pour la moyenne québécoise.

Chaudière-Appalaches
Taux de chômage : 5,6 %
(au 3e trimestre de 2013)

- Depuis 10 ans, la région de la Chaudière-Appalaches figure parmi les premiers de classe au Québec, tant pour son haut taux d'activité que pour son faible taux de chômage. Mais les chiffres ne disent pas tout. Lévis connaît une croissance fulgurante, mais l'économie de municipalités plus excentrées et rurales va un peu moins bien. En 2012, la région a perdu 6 200 emplois. Toutefois, comme la population active a diminué davantage que le nombre d'emplois, le taux de chômage a continué de chuter.

- Le secteur des services représente plus des deux tiers des emplois dans la région. De 2008 à 2012, il s'y est créé plus de 12 000 postes, alors que le secteur de la production de biens en perdait 5 300. Cela tient beaucoup à Lévis, où les services représentent environ 80 % de l'emploi total. La finance et les assurances représentent environ 8 000 emplois, uniquement à Lévis. À l'échelle de la région, la proportion d'emplois dans ce domaine a fait un bond de 14 % en 2012.

- Après des années de vaches maigres, le secteur manufacturier a redressé la tête en 2013. Alors qu'il avait perdu 10 600 emplois de 2002 à 2012, il en a gagné 4 000 dans les six premiers mois de 2013. Le plus gros défi de la région demeure cependant de trouver de la main-d'œuvre. En Beauce, soudeurs, usineurs, machinistes et monteurs d'acier de structure se font rares. À tel point que certaines entreprises hésitent avant d'investir dans un agrandissement ou de nouveaux équipements.

- La croissance démographique de la région reste inférieure à la moyenne québécoise, en dépit d'une accélération, à la fin des années 1990, principalement due à une hausse des naissances. La population augmente surtout à Lévis et dans les MRC voisines. Ainsi, de 2006 à 2012, Lévis, La Nouvelle-Beauce et Lotbinière ont connu un taux d'accroissement avoisinant les 10 personnes par tranche de 1 000 individus.

Côte-Nord
Taux de chômage : 11,1 %
(au 3e trimestre de 2013)

- La baisse du prix du fer a entraîné un ralentissement de l'activité minière sur la Côte-Nord et le report de certains projets. Même situation du côté de l'aluminium. Le prix de la ressource s'est considérablement déprécié, ce qui a forcé les alumineries Alcoa de Baie-Comeau et Alouette de Sept-Îles à repousser des investissements majeurs. Malgré cette baisse d'activité, l'emploi dans les mines est encore en croissance, de façon globale.

- Le nombre de travailleurs de la région est insuffisant pour répondre à la demande des entreprises dans bon nombre de secteurs d'emploi. Cet état de choses place les PME et les commerces, incapables d'offrir les salaires généreux des minières, dans une position difficile. Ils doivent rivaliser d'ingéniosité pour attirer et retenir des employés – certains offrant du logement, le partage des bénéfices, etc. – ou restreindre le nombre de contrats qu'ils acceptent et limiter leurs heures d'ouverture.

- L'activité bat son plein sur l'immense chantier d'Hydro-Québec à la Romaine. Celui-ci entre d'ailleurs dans sa période de pointe, alors que le nombre de travailleurs nécessaires au barrage et à la ligne de transport électrique devrait atteindre 2 000 à 2 500 en 2014-2015. La société d'État offre des conditions avantageuses à ses employés, ce qui facilite l'embauche de nouveaux travailleurs.

- La Côte-Nord continue de perdre des résidents au profit des autres régions, mais le phénomène diminue. Alors qu'on note un solde migratoire négatif chez les 15 à 24 ans, il est toutefois positif chez les 25 à 54 ans, ce qui laisse croire que les jeunes quittent la région pour suivre des formations postsecondaires – la Côte-Nord n'a pas d'université – mais reviennent une fois formés.

Estrie
Taux de chômage : 6,1 %
(au 3e trimestre de 2013)

- Le secteur des services se porte bien en Estrie et fournira beaucoup d'emplois au cours des prochaines années. Les sous-secteurs de l'assurance et de l'immobilier, de la santé, des services aux entreprises et des services professionnels sont les plus dynamiques.

- Dans le secteur manufacturier, la fabrication de produits métallurgiques et de machines contribue fortement à la croissance économique régionale. Toutefois, les effets de la plus récente récession se font encore sentir. Une proportion de 18 % des emplois de la région sont concentrés dans le secteur manufacturier, comparativement à 12 % au Québec. L'industrie dépend grandement de la santé économique des États-Unis, mais plusieurs entreprises ont diversifié leur marché d'exportation en se tournant vers l'Europe.

- La région ne manque pas de main-d'œuvre qualifiée pour répondre aux besoins des entreprises, compte tenu des nombreux établissements d'enseignement présents sur son territoire. Les départs à la retraite restent toutefois une réalité préoccupante pour l'industrie des pâtes et papiers, qui aura besoin de quelque 400 opérateurs d'ici 2017. Or, les inscriptions aux programmes de formation menant à des emplois dans le secteur sont insuffisantes.

- D'ici 2031, le nombre de personnes âgées de 65 ans ou plus devrait augmenter de 80 % et représenter près du quart de la population. Cette situation poussera probablement à la hausse les taux d'activité et d'emploi des personnes de 55 ans et plus. Par ailleurs, la population des 15-64 ans a décru de 17 000 individus entre 2012 et 2013. Cette baisse pourrait compliquer le recrutement de main-d'œuvre pour les employeurs de la région.

Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine
Taux de chômage : 13,9 %
(au 3e trimestre de 2013)

- L'éolien est le fer de lance de la diversification économique dans la région. L'annonce par Hydro-Québec, en août 2013, d'un appel d'offres pour l'achat de 450 mégawatts d'énergie éolienne, dont 300 devront provenir de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et du Bas-Saint-Laurent, contribuera à maintenir les quelque 800 emplois qui y sont liés. La construction de nouveaux parcs devrait aussi occuper 1 000 travailleurs.

- L'industrie de la pêche s'est relevée grâce à des solutions novatrices. Ainsi, les pêcheurs font des efforts pour obtenir des écocertifications, qui leur ouvrent la porte de certains marchés internationaux. La crevette nordique, par exemple, se distingue déjà des crevettes de Terre-Neuve ou de la Norvège en raison de ces labels, et le homard est en voie d'obtenir une certification. En transformation, les usines créent aussi des produits innovateurs, comme de la poudre de carapaces de crevettes destinée à l'alimentation humaine.

- Le tourisme est très important pour la région, mais offre surtout des emplois saisonniers. Or, la réforme de l'assurance-emploi inquiète les entrepreneurs du tourisme, qui ont peur de voir leur main-d'œuvre changer de secteur ou même quitter la région. Toutefois, l'industrie des croisières contribue à prolonger la saison. Environ 40 000 visiteurs débarquent sur la pointe de Gaspé, principalement en septembre et en octobre.

- Deux tendances démographiques influencent l'emploi dans la région. Les travailleurs de plus de 45 ans ayant perdu des emplois peu qualifiés ces dernières années peinent à pourvoir les postes qui se présentent, par manque de formation. Cependant, les jeunes qui ont étudié dans les grands centres reviennent au bercail et décrochent des emplois qualifiés assortis de conditions intéressantes.

Lanaudière
Taux de chômage : 8,9 %
(au 3e trimestre de 2013)

- Lanaudière affiche, avec les Laurentides, le taux de croissance annuel moyen de l'emploi le plus élevé de la province (1,5 %). Le secteur tertiaire occupe une place importante dans la région, principalement grâce à l'essor démographique. Il s'agit de la deuxième région dont la croissance de la population est la plus rapide après Laval, ce qui accentue les besoins en services, comme en santé et en éducation.

- L'augmentation de la population génère aussi un boum dans le domaine de la construction. Le taux de croissance annuel moyen de l'emploi prévu dans ce champ d'activité est de 1,5 % pour la période 2012-2016. Un travailleur de Lanaudière sur dix travaille dans la construction, et la majorité des investissements annoncés en 2013 concernent ce secteur.

- La dernière récession a eu peu d'effets sur l'économie régionale, bien que les industries du plastique et de la forêt aient été fragilisées et aient subi des pertes d'emplois. Cependant, la reprise de la construction aux États-Unis laisse croire que les pires moments sont passés et qu'une certaine activité va reprendre en foresterie, un secteur important dans le nord de Lanaudière.

- Entre 2006 et 2011, le nombre d'habitants a augmenté de 10 % dans Lanaudière. Cette croissance représente plus du double de celle de 4,7 % qui est observée à travers la province. Plusieurs jeunes familles viennent s'établir dans la région, ce qui améliore son développement économique par rapport à d'autres régions du Québec. Les retraités sont également nombreux à s'y installer.

Laurentides
Taux de chômage : 7,8 %
(au 3e trimestre de 2013)

- De plus en plus de familles et de travailleurs viennent s'établir dans les Laurentides, ce qui a des effets directs sur l'économie régionale. Car qui dit augmentation de la population dit aussi accroissement des besoins en services. Pour la période 2012-2016, plus de 80 % des emplois proviendront du secteur tertiaire. Les emplois en santé et services sociaux progresseront au fur et à mesure que la population prendra de l'âge.

- Le secteur manufacturier n'est pas en reste grâce à la présence de gros joueurs de l'industrie aérospatiale, dont Bell Helicopter et Bombardier Aéronautique. Cette dernière a notamment agrandi ses installations pour intégrer la chaîne d'assemblage des appareils de la CSeries, qui devrait entraîner la création d'un très grand nombre d'emplois dans les prochaines années si le carnet de commandes finit par se remplir.

- La croissance démographique fait en sorte que l'industrie de la construction tourne rondement. Plusieurs projets se sont concrétisés en 2013 ou sont en cours de réalisation. À cela s'ajoutent tous les projets résidentiels nécessaires pour répondre à l'arrivée de nouvelles familles. La région des Laurentides est l'une des grandes gagnantes de la migration interrégionale au Québec. Au cours de l'année 2011-2012, elle a arraché 5 534 résidents aux autres régions.

- Dans les Laurentides, le nombre de personnes en emploi a crû en 2012, et le chômage a atteint son plus faible taux des 25 dernières années. Les perspectives se profilaient également assez bien pour 2013. Sur la base des neuf premiers mois, la moyenne de l'effectif en emploi s'est établie à 303 500, soit une croissance de 1,1 % par rapport à la même période en 2012. Et la situation de l'emploi devrait continuer d'être favorable d'ici 2016.

Laval
Taux de chômage : 7,3 %
(au 3e trimestre de 2013)

- La croissance lavalloise connaît une certaine baisse de régime après des années fastes marquées par des investissements qui atteignaient 1,5 milliard de dollars en 2012. La construction ralentit, en particulier dans les secteurs résidentiel et institutionnel. Le marché du condo s'essouffle un peu, et la fin de la réfection des quatre usines d'épuration des eaux de la ville vient plomber les chiffres.

- Les entreprises de services et les sièges sociaux sont devenus un nouveau pôle de développement pour la région. La décision de la Ville de développer des espaces agréables à fréquenter, notamment le Centropolis, aide à attirer les entreprises. Celles-ci peuvent proposer à leurs employés un milieu de vie qui offre aussi la possibilité de sortir sans devoir se rendre au centre-ville de Montréal.

- Le secteur de la fabrication, qui s'est adapté aux taux de change élevés, connaît une effervescence, entre autres dans l'aéronautique. La production de la CSeries de Bombardier a un impact certain, tout comme l'activité chez Bell Helicopter et les autres gros donneurs d'ordres. Cela se répercute chez les sous-traitants de Laval, notamment dans la fabrication de produits métalliques.

- Laval a une situation particulière du point de vue démographique : les jeunes d'âge universitaire (de 20 à 29 ans) tendent à quitter le territoire, les jeunes familles (de 30 à 44 ans) viennent s'y installer en grand nombre, puis s'en vont à l'approche de la retraite (les 55 à 69 ans). Même si les retraités quittent la région, Laval n'est pas pour autant à l'abri des effets du vieillissement de la population.

Mauricie

Taux de chômage : 9,4 %
(au 3e trimestre de 2013)

- En Mauricie, 3 700 personnes travaillent dans l'agriculture et la transformation des aliments et boissons. L'entrepreneuriat est vigoureux dans ce domaine. On voit apparaître et grossir beaucoup de microbrasseries, comme Le Trou du Diable à Shawinigan, ou de petites entreprises innovatrices, par exemple Nutra Canada, qui fabrique des extraits de fruits et de légumes.

- La filière métallique permet au secteur de la fabrication de tenir le coup en Mauricie. Elle occupe 3 800 travailleurs dans les sous-secteurs de la première transformation, des produits métalliques et de la machinerie. Des entreprises comme Marmen, spécialisée dans l'usinage, la fabrication et l'assemblage mécanique, et Avant-Garde Technologie, manufacturier d'équipement industriel, sont des employeurs importants et font travailler beaucoup de sous-traitants.

- Plus de 9 700 personnes travaillent dans l'industrie de l'hébergement et de la restauration en Mauricie. Idéalement située entre Montréal et Québec, la région est en bonne position pour intéresser les touristes et elle s'efforce notamment d'attirer davantage la clientèle internationale. L'arrivée de bateaux de croisière à Trois-Rivières met la région en vitrine. En 2014 et 2015, Trois-Rivières accueillera un total de 7 bateaux de croisière, dont 2 avec plus de 2 000 personnes à bord.

- Avec ses 600 travailleurs, l'aérospatiale représente un créneau d'avenir pour la Mauricie. L'allongement de la piste de l'aéroport de Trois-Rivières, qui peut désormais accueillir les gros porteurs, aidera les entreprises d'entretien d'aéronefs. Ce secteur, qui est encore en développement, comprend aussi des fabricants de pièces d'aéronefs et d'hélicoptères. Toutefois, ceux-ci dépendent fortement de la fabrication de la CSeries de Bombardier pour remplir leurs carnets de commandes.

Montérégie
Taux de chômage : 6,6 %
(au 3e trimestre de 2013)

- Le secteur manufacturier de la région est tributaire de la demande américaine. La Montérégie a perdu un avantage concurrentiel avec l'appréciation du dollar canadien, au profit de la Chine. La région a dû s'adapter à cette nouvelle situation en donnant une valeur ajoutée à ses produits ou en améliorant sa productivité. Par exemple, les entreprises du secteur du meuble se sont spécialisées dans le haut de gamme en mettant l'accent sur le design et la qualité des matériaux pour se distinguer.

- Plus des trois quarts des travailleurs de la Montérégie ont un poste dans le secteur des services, qui assurera l'avenir économique de la région. À preuve, deux centres hospitaliers de soins de longue durée se sont ajoutés sur le territoire au cours de la dernière année. Par ailleurs, le vaste centre commercial Faubourg Châteauguay occupera 900 personnes lorsqu'il sera en activité, dans le courant de 2014.

- L'industrie bioalimentaire continue d'être porteuse pour la région. Ainsi, l'entreprise Exceldor a ouvert son usine à Saint-Bruno-de-Montarville en février 2013, une réalisation de 31 millions de dollars qui devrait créer 250 emplois d'ici 2016. Pour sa part, Danone Canada investira environ 40 millions de dollars sur cinq ans pour agrandir ses installations et augmenter sa capacité de production.

- La Montérégie ne manque pas de travailleurs. Toutefois, les jeunes semblent bouder les formations professionnelles et techniques qui mènent à des emplois dans le secteur manufacturier. Heureusement, l'immigration devrait aider la région à surmonter les pénuries de main-d'œuvre. La Montérégie figure au deuxième rang des destinations d'accueil au Québec.

Montréal
Taux de chômage : 10,0 %
(au 3e trimestre de 2013)

- Montréal est le moteur économique du Québec, et ce moteur tourne plutôt bien au chapitre de la création d'emplois. Le domaine de l'animation est en pleine expansion, tout comme l'aéronautique, les technologies des communications et des télécommunications, et les sciences de la vie. Ces secteurs sont très bien appuyés par les gouvernements. Et avec quatre universités et plusieurs cégeps dans la région, les entreprises disposent d'un bassin de main-d'œuvre spécialisée très important.

- L'industrie financière a le vent dans les voiles, comme le montre l'implantation de la compagnie On Screen Trading. En mars 2013, cette firme londonienne a embauché 25 négociants spécialisés en produits dérivés. Elle prévoit en engager une trentaine d'autres d'ici le printemps 2015. Les entreprises

du secteur recherchent une main-d'œuvre spécialisée et bien formée, un environnement sain et une qualité de vie élevée en milieu urbain, ce qu'elles trouvent à Montréal.

- Le Quartier de l'innovation se met en place. Inauguré en mai 2013, il se situe dans la zone Griffintown, à l'ouest du Vieux-Montréal. On y trouve déjà la plus importante concentration d'employés et d'entreprises en technologies de l'information au Canada. Et c'est loin d'être terminé, car plus de six milliards de dollars pourraient y être investis au cours de la prochaine décennie.

- L'Éco-campus Hubert Reeves sera un autre projet important. Situé dans l'arrondissement Saint-Laurent, il regroupera 12 bâtiments qui serviront de vitrines aux technologies propres de leurs locataires. Par exemple, l'une des entreprises de l'Éco-campus fabrique des panneaux solaires pour les abris d'autos. Ces bâtiments seront construits au fur et à mesure que les entreprises s'établiront dans l'Éco-campus.

Nord-du-Québec
Taux de chômage : 11,1 %
(au 3e trimestre de 2013)

- Le Nord-du-Québec compte sept mines en activité. Mais ce n'est qu'un début, car le sous-sol est si riche que la région pourrait en avoir au moins 17 en développement ou en exploitation d'ici 2021. Au cours des sept prochaines années, on s'attend à ce que plus de 10 500 postes soient à pourvoir. Toutefois, le ralentissement de la demande de minerai à l'échelle mondiale se fait sentir, ce qui retarde quelques mises en chantier.

- Après des années de vaches maigres, l'industrie forestière s'est stabilisée. Rachetée par Fortress Paper, l'ancienne usine Domtar de Lebel-sur-Quévillon s'est reconvertie dans la production de pâte destinée à la fabrication de rayonne, un tissu synthétique utilisé dans la confection de vêtements. Elle a pu ainsi conserver ses 300 employés. Pour sa part, Produits forestiers Résolu a investi neuf millions de dollars dans son usine de Lebel-sur-Quévillon.

- De plus en plus de touristes veulent vivre des expériences nordiques, que ce soit pour voir des ours polaires ou des icebergs, ou pour faire des excursions. Afin de rehausser l'offre touristique de la Baie-James, Tourisme Québec, Tourisme Eeyou Istchee et l'Administration régionale crie ont conclu en août 2013 une importante entente qui prévoit des investissements de 1 425 000 $ d'ici 2015.

- Plus du tiers des habitants de la région ont moins de 20 ans, mais avec 43 000 âmes, le Nord-du-Québec est aussi la région la moins peuplée du Québec. Le bassin démographique est donc insuffisant pour répondre aux besoins en main-d'œuvre. Par ailleurs, les travailleurs miniers qui exercent leur métier dans des zones éloignées ne font pas leur vie dans la région, utilisant plutôt la formule du *fly-in, fly-out.*

Outaouais
Taux de chômage : 6,5 %
(au 3e trimestre de 2013)

- En 2013, le gouvernement fédéral avait atteint 85 % de son objectif de supprimer 19 200 postes dans la fonction publique avant 2015. L'emploi a donc reculé de 2,7 % au premier semestre de 2013, comparativement à la même période en 2012. Mais cet état de fait n'a pas que des conséquences négatives. Le resserrement de la fonction publique fédérale a permis à d'autres secteurs – le privé et le parapublic, notamment dans l'enseignement et l'administration – d'attirer davantage de candidats.

- Quatre des cinq MRC du territoire sont essentiellement mono-industrielles, axées sur l'industrie forestière. Et cette dernière, qui a beaucoup souffert au cours des dernières années, semble enfin voir la lumière au bout du tunnel. Les industriels qui ont survécu à la tempête fonctionnent de façon rentable. Ils commencent à se diversifier et à investir un peu.

- Au printemps 2013, le potentiel minier de la région a été mis en évidence lors d'un colloque sur le sujet. La MRC de Pontiac renferme notamment des gisements de terres rares, qui ont des applications en haute technologie. Les secteurs du tourisme, de l'agroalimentaire et des technologies de l'information et des communications démontrent également une certaine vigueur et sont en croissance constante.

- L'Outaouais se positionne quatrième parmi les régions du Québec quant à la croissance de sa population et occupe le troisième rang pour ce qui est de l'accueil d'immigrants. Cependant, elle est aux prises avec un phénomène de migration interne : les jeunes tendent à quitter les MRC rurales pour se diriger vers Gatineau. Des efforts considérables ont donc été faits pour attirer des immigrants en zone rurale. Plusieurs dizaines de nouveaux arrivants s'y établissent chaque année avec leur famille.

Saguenay–Lac-Saint-Jean
Taux de chômage : 9,3 %
(au 3e trimestre de 2013)

- L'industrie forestière commence à voir l'horizon s'éclairer au Saguenay–Lac-Saint-Jean. Bien qu'il ne soit pas encore question d'une relance de l'industrie forestière, les signes sont encourageants, notamment grâce à l'augmentation du nombre de mises en chantier aux États-Unis, principal marché pour le bois d'œuvre. Les établissements collégiaux de la région peinent toutefois à attirer les jeunes dans les formations en foresterie.

- L'industrie de l'aluminium subit les contrecoups de la chute des prix de la ressource. Rio Tinto Alcan a complété et mis en production en 2013 la première phase de l'usine AP60 de Jonquière, la plus moderne au monde. Toutefois, l'entreprise a aussi annoncé la mise en veilleuse des phases 2 et 3. Par

conséquent, les équipementiers et les fournisseurs de ces alumineries subissent des dommages collatéraux et connaissent un ralentissement.

- La région se découvre également un potentiel minier intéressant. IAMGOLD, qui exploite la mine de niobium Niobec à Saint-Honoré, prévoit ajouter 200 employés aux 400 déjà sur place. Par ailleurs, le déboisement a commencé en marge du projet de la compagnie Arianne Phosphate pour la construction d'une mine de phosphate destinée à la production d'engrais minéraux, au lac Paul. Cet investissement de 1 milliard de dollars devrait générer 300 emplois à terme.

- Après des années d'érosion constante de sa population, particulièrement chez les jeunes, au profit des autres régions, le Saguenay–Lac-Saint-Jean a enfin vu le solde migratoire interrégional se stabiliser en 2010-2011, et même connaître une modeste amélioration en 2011-2012. Grâce à des taux d'emploi plus robustes, l'exode des jeunes s'est résorbé, sauf pour ceux qui quittent la région pour suivre des formations postsecondaires.

Sources : Jobboom (enquête terrain menée entre juin et décembre 2013); Emploi-Québec; Institut de la statistique du Québec.

Les carrières d'avenir 2014

Portrait-robot du travailleur de demain

Peu importe le domaine vers lequel on se dirige, certaines qualités seront essentielles pour briller sur le marché du travail de demain. Comment devenir la perle rare, l'employé modèle que tous les recruteurs s'arracheront? Voici les cinq compétences clés du travailleur de demain.

1. **Habile communicateur**
   Parce que le service et les relations avec la clientèle occupent une place de plus en plus importante dans les définitions de tâches, la capacité à bien s'exprimer est une habileté indispensable. Les entreprises veulent se démarquer avec un service à la clientèle personnalisé, chaleureux, qui sort de l'anonymat. La maîtrise d'une troisième et d'une quatrième langue est également un atout. Surtout dans un contexte de mondialisation, où l'on peut être appelé à travailler avec des collègues ou des clients issus de différentes communautés culturelles. De bonnes habiletés en rédaction sont aussi recherchées.

2. **Capable de s'adapter**
   Dans un monde du travail en perpétuel changement, l'employé qui tirera son épingle du jeu est celui qui saura évoluer. Il faut être flexible et s'adapter à toutes sortes de situations, comme des horaires variables, une restructuration, la diversité de la clientèle et des collègues ou une relocalisation. Qui dit adaptation dit aussi ouverture aux apprentissages. On doit être capable d'apprendre de nouvelles façons de faire, de nouvelles méthodes de travail. Un travailleur conservera ainsi sa valeur aux yeux de son employeur qui, même en période de rationalisation, saura qu'il peut lui confier d'autres tâches plutôt que de lui montrer la porte.

3. **Fin analyste**
   Les tâches se complexifient et le monde du travail aussi. Avoir un bon esprit d'analyse permet de faire face à des situations de plus en plus compliquées. Le travailleur doit constamment être à la recherche de solutions. Les entreprises veulent des gens qui voient les occasions d'affaires et qui se servent des problèmes comme de leviers. Ces qualités sont recherchées partout, même pour des emplois en usine. Dans une perspective d'amélioration de la production, les ouvriers sont souvent sollicités afin de revoir les processus et de les optimiser.

4. **Visionnaire**
   Il faut voir plus loin que le bout de son nez! On doit être capable de faire des liens entre notre travail et celui de nos collègues. Il faut anticiper les besoins du patron et des clients. Les employeurs ne veulent plus seulement des exécutants, ils recherchent des gens qui prennent le temps de réfléchir et qui ont le sens de l'initiative. Les patrons recherchent des collaborateurs qui ne se contentent pas d'accomplir les tâches mécaniquement, mais qui, au contraire, proposent de meilleures façons de faire.

5. **Créatif**
   Pour affronter une concurrence accrue, les entreprises doivent toujours faire plus, faire mieux. Cela nécessite une certaine prise de risque. Dans ce sens, la créativité et l'innovation sont des incontournables. C'est vrai pour les dirigeants d'entreprise, mais aussi pour les employés. La créativité est essentielle pour élaborer des concepts, trouver de nouvelles façons de faire ou améliorer les méthodes de travail.